30 ans du marché unique : enquête auprès des citoyens et entreprises luxembourgeois

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Enquête d'opinion représentative réalisée par ILRES pour le compte du Ministère de l'Économie en avril-mai 2023 auprès des citoyens et entreprises luxembourgeois

1

LE MARCHÉ UNIQUE, UN INCONTOURNABLE POUR LES CITOYENS ET LES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOIS

2

LE MARCHÉ UNIQUE, UN MOTEUR DE LA TRANSITION VERTE ET NUMÉRIQUE DE NOTRE SOCIÉTÉ

3

DES PISTES POUR OPTIMISER LE MARCHÉ UNIQUE

1 LE MARCHÉ UNIQUE, UN INCONTOURNABLE POUR LES CITOYENS ET LES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOIS

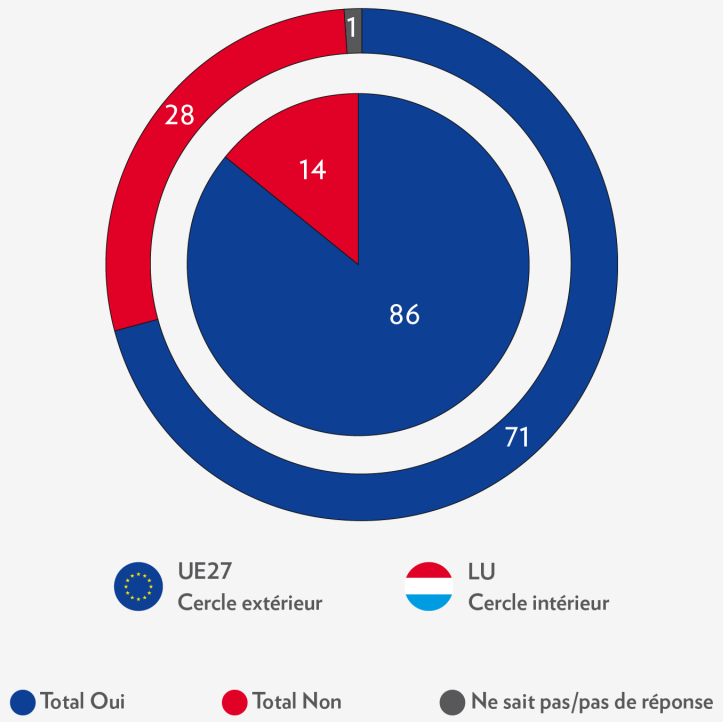
L'EXPÉRIENCE DE NOS CITOYENS...

60% des consommateurs luxembourgeois **effectuent des achats transfrontaliers en ligne** auprès de fournisseurs situés dans d'autres pays, comparé à une moyenne de 27% dans l'UE*

80% des répondants estiment que le **marché unique leur permet** de réaliser des achats transfrontaliers en ligne

*Consumer Conditions Survey 2021, Commission européenne

Diriez-vous que l'action de l'UE a un impact sur votre vie quotidienne ? (%)



Eurobaromètre de juin 2023, Commission européenne

… ET DE NOS ENTREPRISES

78%

des entreprises luxembourgeoises recourent à des **fournisseurs localisés dans un autre État membre**

88%

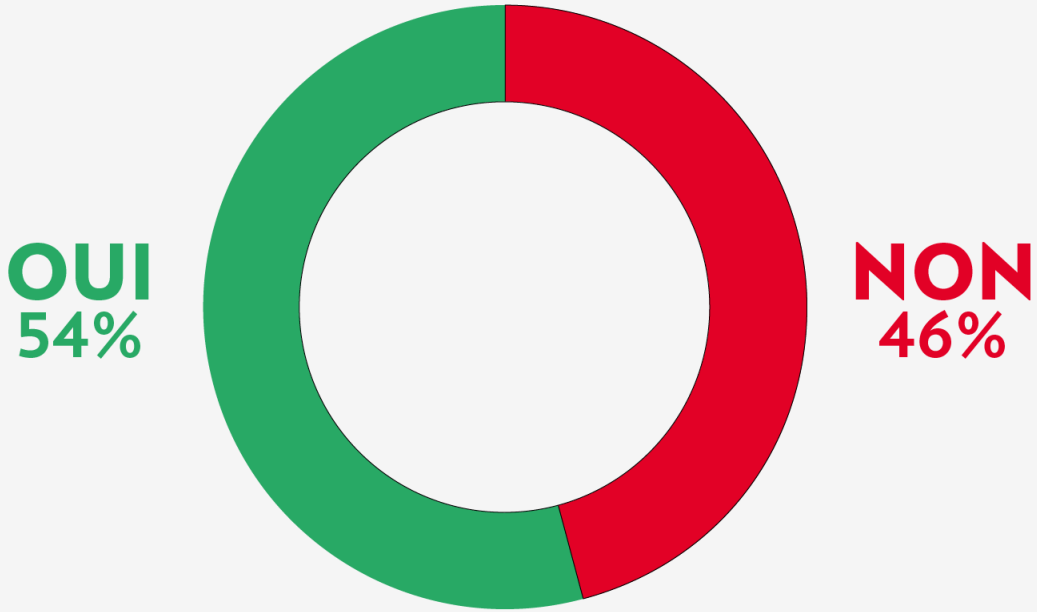
des entreprises luxembourgeoises recourent à **de la main d'œuvre résidant dans un autre État membre**

83%

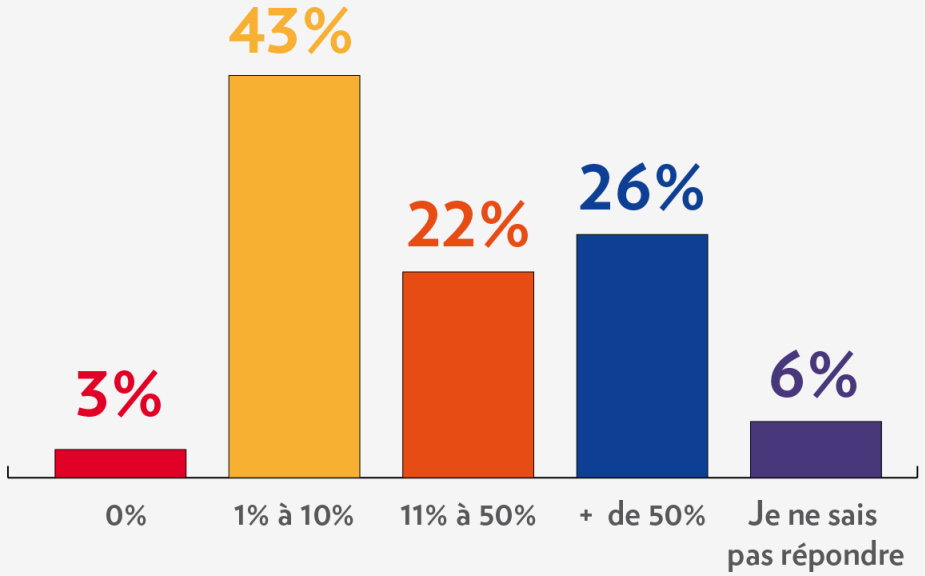
des entreprises luxembourgeoises estiment que, grâce au marché unique, **il est facile d'embaucher des travailleurs frontaliers**

VENTES TRANSFRONTALIÈRES

Ventes hors des frontières

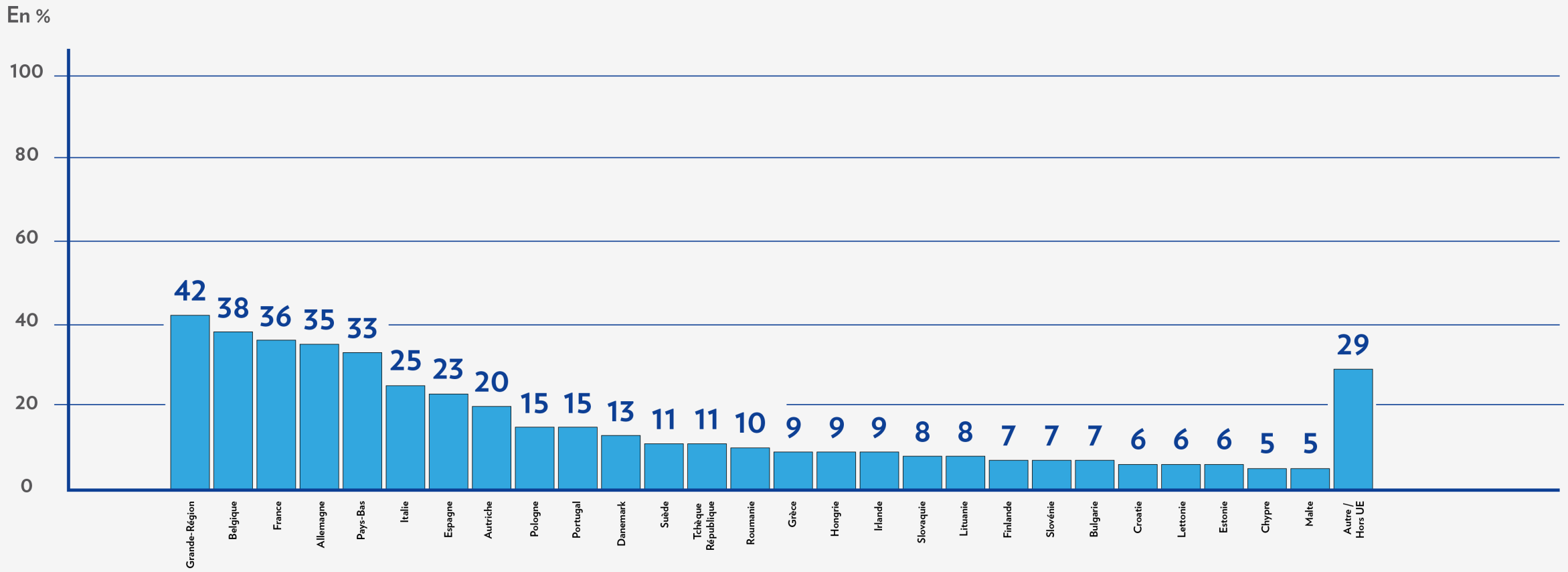


Part des ventes réalisées dans d'autres pays



LA GRANDE RÉGION : Zone d'activité principale des entreprises luxembourgeoises

Autres pays où l'entreprise est active



UN CONSENSUS EN FAVEUR DU MARCHÉ UNIQUE : LE « LUXIT » N'EST PAS UNE OPTION

17%

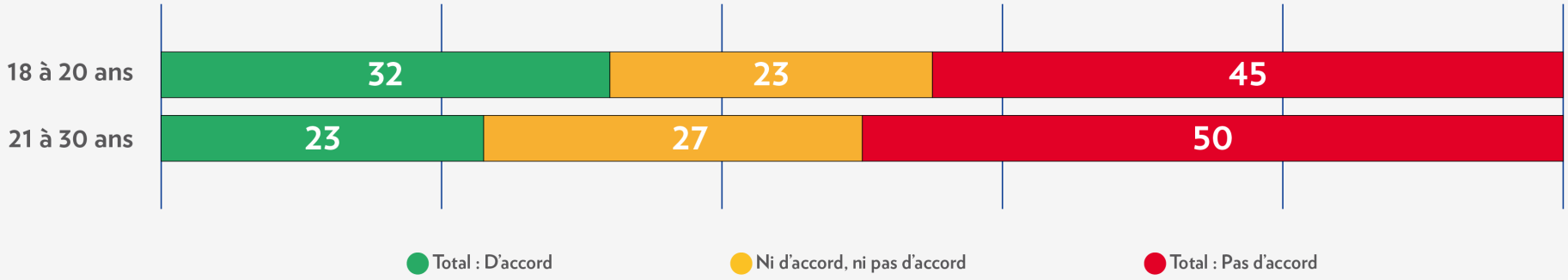
DES CITOYENS

12%

DES ENTREPRISES

sont d'avis qu'une sortie du marché unique aurait un impact positif

UNE ADHÉSION MOINS FORTE CHEZ LES MOINS DE 30 ANS



2 LE MARCHÉ UNIQUE, UN MOTEUR DE LA TRANSITION VERTE ET NUMÉRIQUE DE NOTRE SOCIÉTÉ

ZOOM SUR LA TRANSITION VERTE

59%

des entreprises considèrent que le marché unique **favorise la vente de produits** et de services **respectueux de l'environnement et des droits humains**

49%

des consommateurs pensent que le marché unique **génère une plus grande offre de produits** et de services qui **garantissent le respect de l'environnement et des droits humains**

ZOOM SUR LE NUMÉRIQUE

47%

des entreprises estiment le marché unique renforce leurs droits face aux grandes plateformes

47 %	32 %	21 %
D'accord	Ni d'accord, ni en désaccord	Pas d'accord

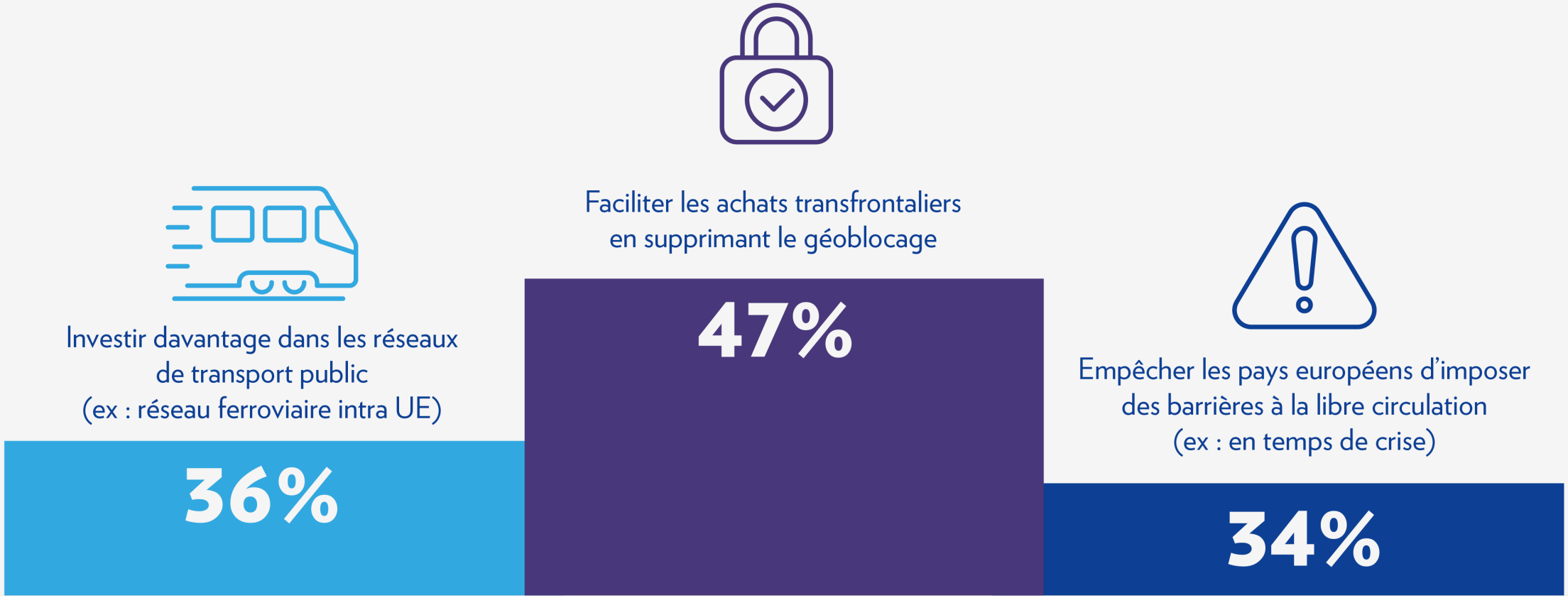
62%

des consommateurs affirment qu'ils n'ont pas d'appréhension à effectuer leurs achats en ligne plutôt que physiquement

3 DES PISTES POUR OPTIMISER LE MARCHÉ UNIQUE

La majorité des entreprises et des citoyens est d'avis que des **améliorations significatives sont nécessaires pour perfectionner le marché unique**.

PRIORITÉS PRINCIPALES DES CITOYENS



CITOYENS – PROGRESSION NÉCESSAIRE DANS LES DOMAINES SUIVANTS

81 % Faciliter les achats transfrontaliers en ligne — car de nombreuses entreprises refusent de vendre ou de livrer leurs produits et services au Luxembourg

81 % Prendre des initiatives pour investir davantage dans les réseaux de transports publics, notamment le développement du réseau ferroviaire intra-UE

80 % Améliorer l'information sur les règles applicables dans d'autres pays de l'Union européenne (protection des consommateurs, sécurité des produits, etc.)

80 % Prendre des initiatives pour rendre les produits vendus en Europe plus durables et éthiques

76 % Empêcher les pays européens d'imposer des règles qui limitent la libre circulation (ex : règles divergentes (et arbitraires) imposées pendant la pandémie Covid-19)

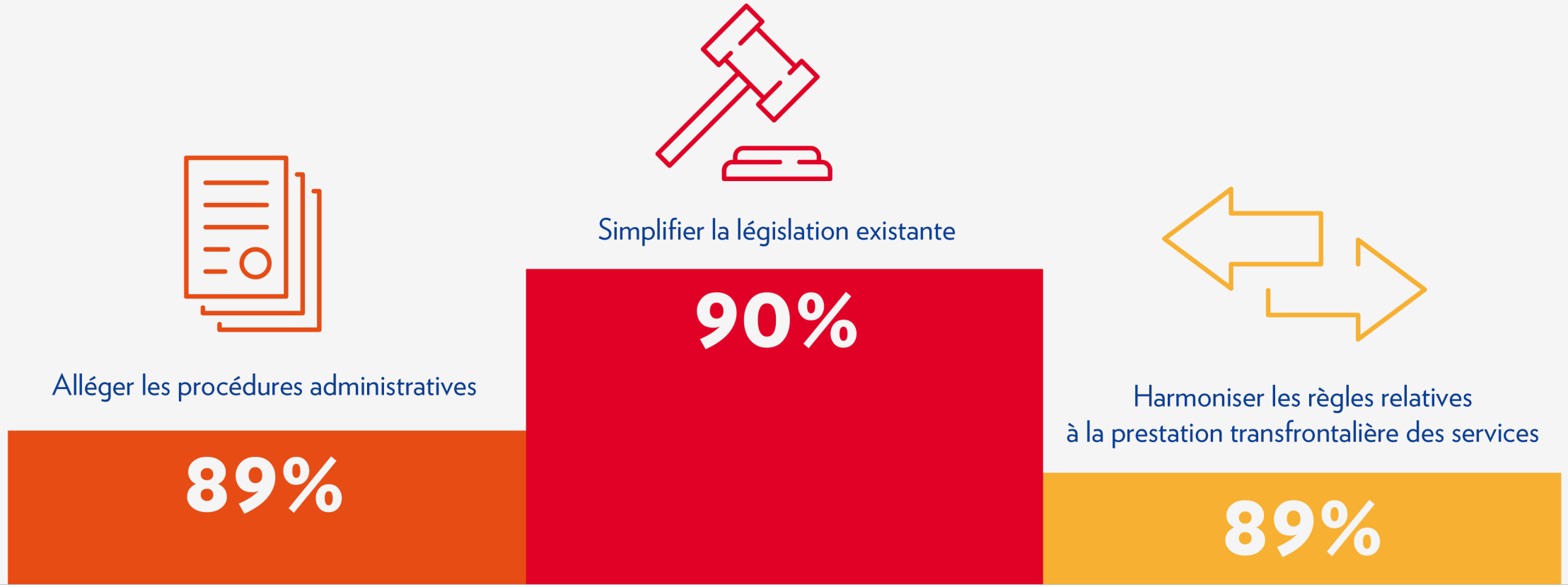
74 % Harmoniser davantage les règles en matière de protection des consommateurs

72 % Harmoniser davantage les règles relatives à la sécurité des produits

70 % La fin de la différenciation des prix et des surtaxes pour les appels intra-UE

64 % Faciliter l'accès aux contenus numériques — car de nombreux contenus audio ou vidéo ne sont pas disponibles au Luxembourg

PRIORITÉS PRINCIPALES DES ENTREPRISES



ENTREPRISES – PROGRESSION NÉCESSAIRE DANS LES DOMAINES SUIVANTS

90 % La simplification des législations existantes

89 % La simplification/abolition des procédures administratives

89 % L'harmonisation des règles relatives aux services

85 % L'accès à l'information pertinente

84 % L'application des règles européennes par les États membres (ex : mes droits existent mais les autres États membres ne les appliquent pas correctement)

84 % Assurer des conditions de concurrence équitables (level playing field) pour les entreprises européennes par rapport aux entreprises de pays tiers

83 % L'harmonisation accrue des règles relatives aux produits

83 % L'amélioration de la législation en matière de détachement des travailleurs

82 % Améliorer les procédures relatives à la TVA

82 % La réglementation facilitant l'accès aux matières premières / aux matériaux

80 % Le rapprochement des législations sociales

79 % L'harmonisation accrues des règles relatives aux droits des consommateurs

79 % La réglementation relative au e-commerce

77 % Abolir les restrictions territoriales de l'offre (ex : un fournisseur m'empêche de m'approvisionner librement dans le pays de mon choix au sein de l'UE pour profiter des meilleures conditions de marché en termes de prix d'achat, de gammes de produits, etc.)

75 % L'accès aux marchés publics

75 % La reconnaissance des qualifications professionnelles

LE DÉTACHEMENT

un chantier important pour les entreprises luxembourgeoises

Seules **36%**

des entreprises considèrent qu'il **est facile d'envoyer des salariés effectuer un service** dans un autre État membre

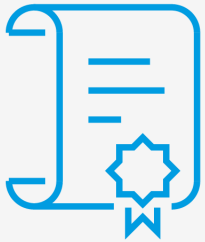
83%

des entreprises qui réalisent des ventes internationales **prônent une amélioration en matière de détachement**

SIMPLIFICATION DES RÈGLES DE L'UE

90%

des entreprises qui réalisent des ventes internationales **demandent une simplification des législations existantes**



79%

des entreprises qui sont actives à l'international souhaitent une **harmonisation accrue des règles relatives aux droits des consommateurs**

LES ENTREPRISES DEMANDENT UNE MEILLEURE HARMONISATION DES RÈGLES

83%

des entreprises qui réalisent des ventes à l'international voudraient davantage d'**harmonisation concernant les règles relatives aux produits**

89%

des entreprises qui réalisent des ventes à l'international **prônent une harmonisation accrue dans le domaine des services**

UNE APPLICATION PLUS RIGOUREUSE DES RÈGLES

84%

des entreprises estiment que le marché unique leur **offre des droits mais que ceux-ci ne sont pas appliqués**